



Pour les député-e-s, s'abstenir ou voter oui, dans le cadre des débats sur les Lois de Finance 2015, se traduira par des centaines de suppression d'emplois dans leurs circonscriptions et un appauvrissement des prestations sanitaires et médico-sociales pour leurs administré-e-s. Le 18 novembre nous serons là pour leur rappeler.

Union
syndicale
Solidaires

Le 18 novembre, «convergence » fait étape à l'Assemblée Nationale

Une construction sur le long terme

Nous le savions, dès la mise en route du mouvement contre l'« **hostérite** » à l'AG de Caen, en avril, à partir d'un noyau d'établissements en lutte (*plus d'une cinquantaine à cette occasion*) que la construction du rapport de force serait un travail de longue haleine.

D'une part il fallait :

- élargir la base de contestation vers les établissements non encore impactés par les mesures d'économie (ou déjà laminés),
- étendre la mobilisation au privé (lucratif et non lucratif),
- propager la contestation dans le médico-social et le social, concernés par les lois de financements au même titre que le sanitaire et victimes des mêmes mesures.

Cette construction avance. Elle se double d'une ouverture aux associations d'usagers, notamment les comités de défenses, mais aussi avec l'implication des autres syndicats de notre Union Syndicale Solidaires, car bien entendu les effets de l'austérité sur les dispositifs de soins et de prise en charge seront dramatiques pour la population.

Une mobilisation nécessaire pour alerter sur les conséquences du financement

La réduction du taux de progression des budgets, déjà prévue pour les établissements du sanitaire (-0,3%) et du médico-social (-0,8% !), auront des conséquences dramatiques sur tous les plans et principalement sur l'emploi et les moyens de nos secteurs.

Entre le sanitaire et le social ce sont des centaines de milliers d'emploi qui vont disparaître d'ici 2017.



**Se mobiliser
et mobiliser pour le 18.**

Nous ne sommes pas encore à l'étape de mettre des centaines de milliers de manifestant-e-s dans la rue pour obtenir un changement de politique, mais cela se construit à chaque nouveau rendez-vous.

Le 18 :

- nous savons déjà que de nouveaux établissements seront présents, victimes à leur tour de plans de « déséquilibre budgétaires »,
- nous savons déjà que des équipes du médico-social seront au rendez-vous,
- nous savons aussi que les étudiant-e-s en travail social seront aussi présent-es et bien sûr les comités d'usagers.

Il est nécessaire que les député-e-s comprennent que nous informerons les populations sur les conséquences de leur vote et que cela finira par se traduire dans les urnes.

Se donner les moyens de réussir

Là où il n'y a pas encore de mobilisation il faut aller informer de façon volontariste.



Organiser sur les établissements des collectes pour financer la venue de délégations pour la manif et l'AG qui s'ensuivra, par forcément en grand effectif, mais avec une plus grande diversité d'établissements.

Là où les personnels ne pourront pas faire grève, porter des autocollants de soutien et organiser des AG pour préparer la ou les suites car il y en aura.

Après les Lois de Financement ce sera contre la Loi Santé qu'il faudra se mobiliser et cela devra durer jusqu'à imposer une politique qui renoue avec l'organisation de services publics de santé, du social et du médico-social dignes d'une société solidaire.

Le 18, l'intersyndicale (CGT, FSU, FAFPT, SOLIDAIRES) de la Fonction Publique appelle aussi à une mobilisation devant l'Assemblée Nationale. Ce sera l'occasion de faire converger nos luttes et de faire entendre le mécontentement grandissant contre l'ensemble des politiques d'austérité antisociales.

Mardi 18 novembre 2014

Manifestation

Départ Montparnasse 12h30

vers L'Assemblée Nationale

Toutes et tous en

« convergence »